

**CONSULTATION PUBLIQUE N°2019-014 DU 23 JUILLET 2019 RELATIVE AU PROCHAIN TARIF D'UTILISATION DES INFRASTRUCTURES DE STOCKAGE SOUTERRAIN DE GAZ NATUREL DE STORENGY, TEREKA ET GEOMETHANE (ATS 2)**

**Brève introduction sur Energie Transition Solution (« ETS ») :**

En France, Energie Transition Solution est une nouvelle société, créée le 1er avril 2019, qui offre, aux clients industriels consommateurs de gaz naturel et d'électricité, l'accès à un réseau d'experts en matière d'accès au marché de gros du gaz naturel, d'optimisation de la fiscalité énergétique, de suivi de la réglementation, et d'évolution du mix énergétique. Sa présidente, Claire Bertrand, a une expérience opérationnelle de plus de trente ans dans le secteur de l'énergie, comme consultante, puis comme acheteuse dans des grands groupes énergie intensifs. Elle a été active au sein de l'UNIDEN, dont elle a présidé la commission Gaz. « Energie Transition Solution » met à disposition des industriels des outils de compétitivité pour aller chercher de la valeur sur des sujets d'expertise très pointue.

**LISTE DES QUESTIONS**

Question 1 Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour le tarif ATS2 ?

*ETS est favorable à cette différenciation. Il est important de tenir compte de l'évolution réelle à la baisse des taux. Au-delà des nouveaux investissements, les opérateurs pourraient tirer profit de ce contexte financier particulièrement favorable pour procéder à un refinancement de leur dette*

Question 2 Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?

*Avis favorable pour intégrer les revenus liés aux actifs cédés ; les éléments retenus comme revenus doivent être mis en parallèle des débours subits par les utilisateurs concernant ces actifs*

Question 3 Etes-vous favorables aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATS2 ?

*Avis favorable*

*Il est impératif de maintenir la hausse du terme de compensation stockage dans le temps pour accorder de la visibilité aux consommateurs.*

Question 4 Avez-vous des remarques concernant le calendrier et les principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATS2 ?

*Il est pertinent de s'interroger sur ces évolutions tarifaires annuelles qui dégradent la visibilité pour les acteurs du marché notamment en ce qui concerne les rubriques b) et c) du 2.2.2.1*

Question 5 Etes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?

*Oui*

Question 6 Etes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif ATS2 ?

*Oui mais il apparaît raisonnable de suivre de très près ces développements afin d'éviter tout investissement « de confort » qui viendrait peser sur la compétitivité du consommateur de gaz naturel, et ce d'autant plus qu'il est prévu une baisse globale des consommations et donc de l'assiette de répartition des coûts*

*Le seuil retenu par la CRE apparaît trop faible et devrait être réduit pour permettre un meilleur suivi des projets*

Question 7 Etes-vous favorable à la simplification et à l'évolution du dispositif de régulation incitative de la qualité de service, notamment environnementale, envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?

*ETS est favorable à la mise en place d'indicateurs en lien avec l'indisponibilité éventuelle des stockages car ces indisponibilités sont susceptibles de toucher directement à la sécurité d'approvisionnement en France sous forme d':*

- *un indicateur de respect des programmes de maintenance*
- *un indicateur de suivi de la mise à disposition d'informations en cas d'incidents techniques*

*Quant aux indicateurs relatifs à l'environnement ils peuvent être mis en place ultérieurement après une période de maturité des ATS*

Question 8 Etes-vous favorable à ce que les opérateurs de stockage reçoivent un bonus/malus équivalent à 0,5 % des premiums des enchères de stockage lorsque le niveau du filet de sécurité est atteint ?

*L'objectif premier de la régulation du stockage est bien exprimé par la CRE à savoir « assurer la sécurité d'approvisionnement » du pays. L'opérateur dispose ainsi de revenus garantis pour cette mission. Il semblerait extravagant qu'un bonus supplémentaire soit mis en place pour le rémunérer davantage.*

*A l'opposé, si dans le cadre de la commercialisation, la performance des opérateurs qui porte essentiellement sur la communication des informations en temps en en heure aux prospects et clients actuels n'était pas avérée, la mise en place d'un malus réduisant sa rémunération si sa mission principale n'était pas assurée semble logique.*

*Si toutefois l'objectif de commercialisation de l'ensemble des capacités de stockage (en volumes) mis aux enchères afin d'assurer l'objectif de sécurité d'approvisionnement, n'était pas atteint, il conviendrait de tenir compte des autres capacités de modulation des fournisseurs dont certains peuvent néanmoins assurer la modulation de leur portefeuille client via des capacités aux frontières (hors frontière avec la souscription des capacités d'entrée nécessaires) ou des contrats de modulation avec des opérateurs hors frontière disposant des capacités d'entrée.*

*La prise en compte des ces autres outils de modulation permettrait d'éviter un transfert prématuré de coûts aux consommateurs via le terme de compensation et ce, sans avoir analysé globalement la situation de l'offre de modulation.*

*Par ailleurs, il est légitime de s'interroger sur le bienfait ou non de l'absence de prix de réserve sur les résultats des enchères. Cette absence de prix de réserve est susceptible de venir inciter la présence de purs traders dans le processus d'enchères au risque qu'ils deviennent prédominants, et que ceux-ci transforment les capacités de stockage françaises en pur produit de trading et ce, au détriment des consommateurs qui se verront répercuter un terme de compensation non justifié du fait de l'absence de prix de réserve.*

*Aussi il nous semble important que la CRE veille à l'absence de dérapage de comportements d'acteurs de marché soucieux uniquement d'optimiser leurs marges.*

Question 9 Etes-vous favorable à la fixation dans le tarif des pénalités à verser par l'opérateur de stockage à un client en cas de non-disponibilité des capacités achetées par celui-ci ?

*Oui mais la définition de la pénalité n'apparaît pas aussi simple que par l'application simple d'un ratio proratisé. Les conséquences de non-disponibilité du stockage prévu peut engendrer des surcoûts d'approvisionnement alternatif bien supérieurs tout comme des congestions réseaux très impactantes sur les consommateurs concernés au bout de la chaîne. Il serait souhaitable d'acter un rapprochement de l'opérateur et de(s) acteur(s) impactés pour une évaluation globale du préjudice avec néanmoins un plafond d'indemnisation.*

Question 10 Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?

*Les consommateurs industriels ont mené des efforts financiers conséquents ces dernières années afin d'améliorer leur efficacité énergétique et d'optimiser leur consommation énergétique en associant*

souvent leur service R&D pour des actions d'innovation coûteuse mais nécessaire à l'amélioration de leur efficacité.

Le consommateur industriel de gaz naturel n'a pas vocation, à travers ses coûts de transport ou éventuels de stockage, à financer les programmes de R&D des opérateurs d'infrastructure et ce, d'autant plus qu'il n'a pas forcément la main sur les orientations du programme et que ce programme manque de transparence.

Une consultation voire mieux une « concertation » préalable sur les thèmes de recherche serait grandement appréciée

Un renforcement du contrôle et de l'efficacité de ces dépenses par la CRE est impératif.

ETS n'a pas de remarque particulière sur les modalités actuelles et proposées de régulation incitative mais ses commentaires portent plutôt sur le fondement de l'assiette des charges.

Il faut éviter à tout prix une évolution tarifaire à la hausse qui se répercutera sur la compétitivité d'industries non-thermo sensibles déjà mises à mal.

Concernant l'intégration du mécanisme de guichet smart grids aux opérateurs gaziers, il faudrait préalablement définir l'impact coût / bénéfice aux acteurs du marché avant sa mise en place.

Il s'agit encore d'un poste de dépense qu'il faut contenir impérativement.

Les orientations de politique énergétique ne doivent pas conduire à une explosion des coûts qui desservirait le développement des projets les plus rentables et pertinents, et pèseraient de manière néfaste sur les consommateurs industriels de gaz naturel.

Question 11 Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATS2 pour Storengy, Teréga et Géométhane ?

Avis favorable. ETS rappelle qu'il faut maintenir à tout prix le niveau des charges de manière à limiter les évolutions à la hausse. ETS félicite d'ailleurs la CRE pour son analyse quant à la maîtrise des coûts qu'elle envisage pour les opérateurs.

Enfin, ETS rappelle qu'il faut éviter de répercuter tout coût ATS sur le consommateur industriel français afin de préserver sa compétitivité. **La nouvelle formule de calcul du terme de compensation néanmoins à corriger des arrêts pour maintenance estivale** (car les maintenances hivernales sont la plupart du temps à proscrire pour des risques de gel des installations), **ou évènement exceptionnel pour les clients industriels non-thermo sensibles raccordés au réseau de distribution va dans le bon sens.**

La discrimination positive actuellement consentie aux clients industriels du grand réseau de transport doit être maintenue car cette plus grosse industrie est souvent gazo-intensive et la plus exposée à la

concurrence internationale. De nombreux emplois en dépendent. L'élargissement du champ d'application du terme de compensation stockage à ce segment serait vraiment impactant pour la compétitivité industrielle française.

**Une alternative pour les clients industriels pourrait être d'obtenir des capacités de stockage aux enchères** directement, ou via la prestation d'un tiers opérationnel afin d'être exemptés du terme de compensation stockage. Ce principe vertueux participerait à l'augmentation des revenus liés à la commercialisation stockage et favoriserait l'arrivée de nouveaux acteurs. **La formule de calcul du terme de compensation pourrait être adaptée en conséquence** selon l'obtention des capacités et permettrait ainsi l'absence de discrimination entre expéditeurs (non impactés) par le terme de compensation stockage et les consommateurs expéditeurs qui eux le seraient sans cette adaptation.

Dans les modalités pratiques, une première phase de commercialisation pourrait être dédiée aux industriels sur les stockages SERENE (Storengy) et FAIR (Terega) plus adaptés à la demande hivernale des sites concernés.

Une seconde phase pourrait être ouverte à l'ensemble des expéditeurs.

Ce principe se rapprocherait du modèle de commercialisation mis en place par le passé sur la liaison Nord-Sud.